Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!



n° 61
p.a.f. 0,60 € - mai 2016

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Patronat et gouvernement continuent leur guerre sociale

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

D'un paradis à l'autre

Les « Panama Papers » ont révélé une nouvelle fois que la fraude fiscale est un sport pratiqué à très large échelle par la bourgeoisie. Les impôts et les taxes, les riches les laissent volontiers aux pauvres.
Suite à ces révélations qui ne représentent que la partie visible de l'iceberg, le ministre des finances s'est dit choqué. C'est de la pure hypocrisie !

Grâce à une série de règlements, les grandes sociétés ne payent que 2-3% d'impôt sur leurs profits en Belgique, grâce à une série de mesures telles que les « intérêts notionnels ». Ces grandes entreprises peuvent même négocier individuellement leurs impôts grâce aux « rulings ». Même la Commission européenne a trouvé cela un peu fort de café et a sommé le gouvernement belge de récupérer 700 millions d'euros auprès de 35 riches multinationales, chose que le ministre, pourtant en quête de 2 milliards d'euros pour boucler son budget, refuse de faire !

En Belgique, les fraudeurs qui rapatrient leur argent profitent d'une « amnistie fiscale » qui devait être « unique », mais qui, de renouvellement en renouvellement, dure depuis plus de 15 ans. Les grandes fortunes ne sont pas taxées du tout et ne doivent même pas être déclarées. C'est d'ailleurs cette opacité qui attire les grandes fortunes françaises qui s'installent volontiers en Belgique.

C'est à ce point que la Belgique était elle-même reprise sur la « liste grise » des paradis fiscaux. Et c'est pour ça que les travailleurs en Belgique sont parmi les plus taxés d'Europe.



Un même monde

Mathieu Isenbaert, ancien chef de cabinet du ministre des finances, Johan Van Overtveldt, vient d'ouvrir son propre cabinet de conseiller fiscal. Cela tombe à pic, alors que l'Union européenne a sommé la Belgique de récupérer 700 millions d'euros auprès de 35 multinationales. Celles de ces entreprises qui contestent ce remboursement ne doivent pas aller jusqu'au Panama. Ils trouvent un conseiller bien au courant, à deux pas du ministère des finances…

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention
à **contact@lutte-ouvriere.be**,
ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)
Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Une politique contre la classe ouvrière

« Nous vivons tous au-dessus de nos moyens », « tout le monde doit faire des efforts », a dit Kris Peeters, ministre de l'emploi, pour justifier les mesures prises lors du contrôle budgétaire.

Bien sûr c'est faux et ce n'est pas à tout le monde que des sacrifices sont imposés.

Les malades de longue durée seront plus strictement contrôlés pour diminuer les dépenses des soins de santé, mais les patrons qui ont réduit le personnel et imposent des conditions de travail qui rendent malades n'ont aucun souci à se faire.

Les retraites des fonctionnaires – enseignants, cheminots… – diminueront, encore plus de chômeurs seront exclus du chômage, mais le gouvernement renonce à récupérer 800 millions d'euros d'impôts non versés par les grandes entreprises, il laisse les riches fraudeurs continuer à mettre leur argent à l'abri du fisc et compte même diminuer les impôts sur les entreprises !

Et puis, en plus des économies sur le dos de la population, le gouvernement a décidé purement et simplement d'en finir avec la semaine des 38 heures. Les patrons pourraient exiger 45 heures de travail par semaine et peut-être plus. Les travailleurs n'ont qu'à s'adapter…et tant pis pour la famille, tant pis pour le repos nécessaire, tant pis si certains en crèvent.

Sous la menace du chômage, beaucoup de travailleurs sont déjà exposés aujourd'hui à une telle flexibilité. Mais abolir les droits des travailleurs, même s'ils n'existent plus guère que sur le papier, c'est ôter aux travailleurs les quelques droits sur lesquels ils peuvent encore s'appuyer pour se défendre contre l'exploitation qu'ils subissent.

En quoi ce retour en arrière de plus d'un siècle d'avancées sociales rapporte de l'argent au budget, le gouvernement ne se donne même pas la peine de le justifier. Et pour cause. L'équilibre budgétaire n'est qu'un prétexte de plus pour mener une politique entièrement dictée par les intérêts de la minorité de capitalistes au pouvoir dans cette société.

Et pour cette classe capitaliste, il ne s'agit nullement d'équilibrer quoi que ce soit, mais de permettre aux riches de rester riches malgré la crise, voire de devenir encore plus riches, en exploitant encore plus les travailleurs ! Car c'est bien notre travail, qui est la source de toutes les richesses, qu'ils s'accaparent. Les riches plus riches et les travailleurs plus pauvres, c'est là le seul résultat de toutes les politiques d'austérité et de recul social de ces dernières décennies, souvent décidées sous prétexte de trouver l'équilibre budgétaire.

Mais l'équilibre ne sera jamais atteint. Peeters a prévenu : les économies à réaliser pour le budget 2017 seront autrement plus douloureuses encore. Cette politique dictée directement par le patronat ne connaît pas de fin. Chaque sacrifice imposé aux travailleurs ne fait qu'entrainer d'autres sacrifices. Ils nous ramènent en arrière, à un rythme de plus en plus effréné, jusqu'où ? Qu'il soit possible de faire travailler les gens pour un salaire qui permette à peine de survivre, le monde capitaliste nous le montre dans bien des pays pauvres !

La seule chose qui les arrêtera c'est que les travailleurs défendent leurs intérêts avec la même détermination que les patrons et actionnaires défendent les leurs. C'est pourquoi il ne faut pas laisser passer cette nouvelle offensive contre nos intérêts. Il faut utiliser toutes les occasions pour faire entendre nos propres exigences face à la crise et aux déséquilibres budgétaires creusés par la seule classe capitaliste.

L'argent public doit servir à ce qui est utile à la majorité de la population, pas à subventionner la minorité de banquiers et d'actionnaires des grandes entreprises !

Il faut obliger les riches à payer les impôts. Mais cela restera un vœu pieu, tant que les contrôleurs du fisc et les juges chargés de poursuivre la fraude seront réduits à se baser sur les seules déclarations des riches. Il faut abolir le secret des affaires pour que les travailleurs puissent contrôler les comptes des entreprises et des riches.

Peeters veut « adapter le code du travail aux réalités du 21ème siècle » ? L'adapter pour les patrons ? Alors que les travailleurs n'y trouvent déjà pas grand-chose pour se défendre ! Le vrai problème, c'est de lutter contre le chômage, le premier des fléaux de cette société capitaliste. Il faut une loi qui interdise les licenciements ! Et il ne faut pas augmenter, mais diminuer le temps de travail, afin de répartir le travail entre tous, sans perte de salaire. Aux capitalistes de prendre sur leurs profits !

Les chauffeurs bloquent, les patrons raflent

Le mouvement de blocage des axes autoroutiers auquel ont participé des centaines de chauffeurs du lundi 4 au mercredi 6 avril, est représentatif de l'état de désarroi de nombreux travailleurs de ce secteur.

Ces chauffeurs voulaient protester contre l'entrée en vigueur de la taxe kilométrique, qui depuis le 1er avril, remplace l'eurovignette. La nouvelle taxe implique une augmentation importante des frais de transport, estimée à 8 % en moyenne. Elle est calculée en fonction du kilométrage parcouru, relevé par les portiques installés sur les routes nationales et les autoroutes, par communication avec un système embarqué à bord des camions : les fameux OBU.

Le mouvement avait un caractère en partie spontané. Les blocages étaient mis en place par des chauffeurs indépendants, assez nombreux en Belgique, rejoints par des agriculteurs eux aussi concernés par la taxe pour leurs transports commerciaux.

Les blocages ont commencé par tenter de s'opposer à l'entrée des camions étrangers aux postes frontières, considérés comme des concurrents qui ne payent pas, ou pas assez. Ensuite les actions ont visé les centres logistiques de la grande distribution, comme à Nivelles, les raffineries d'hydrocarbures, à Feluy et les accès des aéroports.

Ces actions ont eu rapidement un impact. Mercredi matin, de nombreuses grandes surfaces avaient des rayonnages vides et en Hainaut, un grand nombre de stations-service étaient à sec.

De nombreux travailleurs regardaient les mouvements de blocages des routiers avec compréhension et même sympathie. Par solidarité avec d'autres travailleurs craignant pour leur emploi et aussi parce tous savent qu'en tant que consommateur, ils seront le payeur final de la taxe kilométrique.

Mais le mouvement des routiers n'était pas dirigé par ceux qui bloquaient, mais par les dirigeants de l'UPTR, l'association patronale des entreprises routières. C'est pourquoi, par leurs revendications, les routiers ne défendaient pas leurs intérêts propres, ni ceux de la population. Ils demandaient seulement un report d'un mois de la taxe et sa non-application aux réseaux secondaires.

Entre autres revendications, l'UPTR a demandé l'application de la taxe à tous les véhicules, estimant « que la congestion des réseaux routiers et autoroutiers est surtout le fait de l'usage abusif de la voiture individuelle ». En clair, ces patrons veulent bien admettre que les travailleurs se rendent en voiture à leur travail, mais pour le reste, ils doivent dégager du chemin pour laisser place à leurs camions.

Le ministre Lacroix s'est montré compréhensif avec ces patrons et leur a déjà proposé 28 millions € d'aides. Mais sous la pression des patrons des autres secteurs, ceux de la distribution, de la FEB (la fédération patronale des grandes entreprises) et des autres organisations de transporteurs, le ministre a finalement appelé à l'aide le gouvernement fédéral pour imposer la fin des blocages.

La police est intervenue, menaçant de confisquer les permis de conduire et de saisir les véhicules. Un tribunal a ordonné une astreinte de 5 000 € par heure et par camion participant aux blocages. Les actions des chauffeurs ont, peut-être provisoirement, pris fin au matin du 7 avril.

Dans cette époque de déficits chroniques de l'État, il n'est même pas certain que la taxe kilométrique servira à entretenir le réseau routier en Wallonie, dont l'état de dégradation est légendaire. Et elle ne résoudra pas le problème de la congestion du trafic et de la pollution, deux fléaux que subissent tous les travailleurs du fait de ce système de transport aberrant développé par l'économie capitaliste.

Il faut refinancer l'enseignement !

D'ici 2050, si la situation ne change pas, il manquera plus de 35 000 places dans les écoles de la communauté française, et déjà près de 6 000 places dans le secondaire à Bruxelles d'ici 2025.

D'après la presse, il faudrait mobiliser 160 millions d'euros d'ici 2025 pour que chaque élève ait une place soit bien plus que ce qui est prévu. La dernière ministre de l'enseignement Milquet au courant de ces chiffres a créé une « task force » afin de préparer un « masterplan » qui prévoira de « nouveaux modes et outils de financements ».

Bref, on se prépare à nouveau à déshabiller Pierre pour habiller Paul.

Quand il s'agit de trouver des milliards pour acheter des avions de chasse ou faire des cadeaux fiscaux aux grands patrons, le gouvernement n'a pas de problème, mais pour construire des écoles et embaucher le personnel nécessaire, il n'y a pas d'argent. Cette société marche à l'envers !

Un emploi a été créé !

Suite à la démission de Milquet, ce sont désormais deux ministres qui seront responsables de l'enseignement et de la culture de la communauté française.

Il ne reste plus qu'à doubler aussi les postes des enseignants. Et l'école aura une chance de devenir un endroit où il fera bon apprendre.

ESB à Seraing : les travailleurs victimes de capitalistes parasites

La colère des travailleurs de l'aciérie électrique ESB à Seraing a éclaté contre les représentants des actionnaires du repreneur Green Elephant, après que ceux-ci aient tenté de ne pas payer le salaire du mois de mars. Les représentants de la direction ont reçu des coups, et le bâtiment des locaux de la direction a été endommagé avec un clark.

ESB est une des nombreuses filiales progressivement abandonnées par le groupe ArcelorMittal après la crise de 2008. Cédée d'abord au groupe sidérurgiste allemand GMH, celui-ci décide de mettre fin aux activités de l'aciérie en juin 2014. Mais les indemnités prévues par le plan social ne seront pas versées aux travailleurs, car un repreneur se présente, fin 2014. Il s'agit du groupe REM, un holding financier luxembourgeois. REM est spécialisé dans les opérations spéculatives pour le compte de capitaux placés dans les paradis fiscaux, comme les îles vierges britanniques… ou le Panama. Les domaines « d'investissements » de REM vont de l'industrie du papier à l'immobilier ou aux soins de santé, avec comme seul objectif de faire monter la valeur de ces actifs avant de les revendre avec une plus-value.

Dans le cas d'ESB, REM est venu avec un business plan comprenant la reprise d'autres filiales d'ArcelorMittal, comme la cokerie d'Ougrée ou l'entreprise CLF de production de pièces mécaniques spéciales, promettant la création de centaines d'emplois. En vertu de quoi REM demandait à la Sogepa, une structure de financement de la Région wallonne, un investissement de 100 millions €, REM promettant de son côté d'investir 10 millions €.

Même si la Sogepa s'est fait en quelque sorte une spécialité d'investir à la place des capitalistes au nom de l'emploi, comme pour Duferco, cette-fois la ficelle était si grosse que ses responsables n'ont pas marché.

Durant l'année 2015, les tractations entre REM et la Sogepa se sont prolongées pendant que les travailleurs d'ESB entretenaient les installations, tout en subissant un important chômage économique, c'est-à-dire qu'ils touchaient 65% de leur salaire.

Début 2016, le groupe REM changeait de nom, pour devenir Green Elephant. Devant les refus de la Sogepa de financer ses projets, Green Elephant envisageait de mettre ESB en faillite, menaçant de ne pas payer les salaires de mars. Une faillite que les représentants de la Sogepa et le bourgmestre, Alain Mathot, soupçonnaient d'être frauduleuse et ils prévoyaient de porter plainte contre Green Elephant.

C'est dans cette situation que la colère des travailleurs d'ESB a éclaté. Excédés par les comportements arrogants de la direction, les travailleurs risquent en effet de perdre leurs indemnités de licenciements en cas de faillite et de procédure judiciaire.

Bien sûr les politiciens et les journalistes « bien pensant » ont dénoncé ce coup de colère des travailleurs.

Mais l'émotion soulevée par cette affaire a révélé qu'une grande partie du monde ouvrier partage largement les sentiments des travailleurs d'ESB à l'égard de ces capitalistes sans scrupules, de ces fraudeurs qui placent leur argent au Panama et se livrent au chantage à l'emploi pour extorquer de l'argent public.

Les contrôleurs aériens se défendent

Mercredi 12 avril, les contrôleurs aériens de Belgocontrol (aéroport de Zaventem) ont décidé de protester contre l'aggravation de leurs conditions de travail en invoquant leur « droit de retrait » durant un jour. Ces contrôleurs dénoncent le manque d'effectif et le stress croissant qui en découle. Confrontés à des cycles de travail de 10 à 12 jours, assumant de lourdes responsabilités, ils voient leur temps de pause remis en cause par leur direction. Celle-ci a par ailleurs négocié un accord, signé par la CGSP, de report de l'âge de mise en disponibilité de 55 à 58 ans, un régime de prépension auquel ces fonctionnaires au métier lourd tiennent à juste titre.

Les agents de Belgocontrol ont entièrement raison de ne pas se soumettre au nom du « patriotisme économique » alors que les patrons et le gouvernement redoublent leurs offensives contre les travailleurs.



Crash aérien préprogrammé

Une semaine après les actions des contrôleurs aériens attaqués violemment dans les médias, c'est l'aéroport de Charleroi qui a été à l'arrêt durant toute une matinée. En cause : le sous-effectif criant qui fait que personne n'est disponible pour remplacer des collègues malades.

Ce ne sont pas les contrôleurs aériens qui sont irresponsables, mais les dirigeants de ce système qui sacrifient la sécurité de millions de passagers pour faire des économies !

La police mobilisée contre la population de Molenbeek et le rassemblement anti-fasciste

Dimanche 27 mars, plusieurs centaines de hooligans liés à des groupes néo-nazis avaient pu manifester place de la Bourse, alors que la « marche citoyenne contre la peur» avait été annulée par le ministre de l'intérieur et le bourgmestre de Bruxelles. Ils avaient pu prendre le train pour arriver jusqu'à la Bourse où ils ont molesté des gens.

Pour le samedi 2 avril, le groupe d'extrême-droite « Génération identitaire » avait appelé à une manifestation sur la place communale de Molenbeek avec le mot d'ordre « expulsons les islamistes ». Les appels haineux fusaient dans les réseaux sociaux, appelant à « casser de l'Arabe » et à occuper une mosquée.

La bourgmestre de Molenbeek et le bourgmestre de la commune Bruxelles, suivis par le gouvernement régional Bruxelles-Capitale, ont alors interdit toute manifestation et mobilisé des contingents policiers impressionnants avec autopompes, chiens et police à cheval.

Plusieurs groupes d'extrême-gauche, associations antiracistes et autres, avaient également appelé à se rassembler sur la place de la Bourse à Bruxelles pour marquer leur opposition à l'extrême-droite et à la haine raciste. Leur rassemblement a été le premier à être dissout. Dès 13 heures, la police a embarqué tous ceux qui ne partaient pas eux-mêmes, allant jusqu'à arrêter des gens sur une terrasse de café à proximité, sur simple soupçon d'y être venu pour le rassemblement. Le président de la Ligue des Droits de l'Homme a été le premier à avoir été menotté et mis dans le panier à salade. Il y a eu plusieurs dizaines d'arrestations administratives.

Comme Génération identitaire avait annulé leur manifestation deux jours avant, les manifestants d'extrême-droite n'ont pas été nombreux à faire le déplacement. Cependant, à Dilbeek, commune flamande à la lisière de Bruxelles, une trentaine de manifestants, menés par un ancien militant du parti d'extrême-droite Vlaams Belang et qui tente aujourd'hui de mettre sur pied un mouvement Pediga en Flandre, ont mené une courte action et ont pu déployer une banderole.

Sept hooligans d'extrême-droite auraient été arrêtés à Bruxelles, armés au moins de pepperspray. Mais la véritable raison de la mobilisation en force de la police et la préoccupation des dirigeants des communes concernées et de la Région, c'étaient les habitants de Molenbeek eux-mêmes. Beaucoup de jeunes, mais pas seulement, s'étaient rassemblés dans la rue pour montrer « à ces fachos que nous sommes là aussi », comme l'a dit un jeune.

En fait, les autopompes mobilisées soi-disant contre l'extrême-droite, sont restées pointées sur eux presque tout au long de l'après-midi. Et une trentaine de jeunes qui essayaient de gagner le centre-ville, suite à des rumeurs que l'extrême-droite s'y rassemblait, ont été arrêtés.

Dans ce face-à-face tendu, deux voyous alcoolisés et drogués, ne représentant absolument pas les habitants du quartier rassemblés, ont foncé avec une voiture dans le barrage policier, blessant gravement une habitante du quartier, ce qui a donné lieu à une nouvelle avalanche médiatique à sensation sur le quartier.

Dans la polémique qui a suivi cette journée agitée, les responsables se renvoient à nouveau la balle et le bourgmestre de Bruxelles Yvan Mayeur (PS) demande des explications à la police pour l'intervention contre le rassemblement antifasciste à la Bourse qu'il n'aurait pas ordonnée. Mais personne ne met en cause les barrages des forces policières contre les habitants de Molenbeek.

Ceux-ci n'ont pas été visés par les autopompes parce qu'ils sont musulmans. Tous ces politiciens peuvent être tolérants quand il s'agit de la religion, fut-elle musulmane. Surtout quand elle permet de détourner les esprits des vrais problèmes que sont le chômage et la précarité. Mais leur tolérance s'arrête quand il s'agit des travailleurs et des pauvres qui voudraient se défendre.

Les jeunes de Molenbeek font partie de la classe ouvrière. Et s'ils sont touchés en plus par la xénophobie, ils sont surtout touchés par le chômage et la précarité que le monde capitaliste réserve aux jeunes des classes populaires.

Ils ont toutes les raisons de se révolter. Et il faut espérer qu'ils trouvent des solidarités parmi les travailleurs de toutes origines, pour s'opposer aux terroristes et à l'extrême-droite.



Place de la Bourse,
de l'émotion à la répression



Police et Armée

Quand la barbarie des guerres capitalistes nous rattrape

On ne peut qu'être choqué par les attentats ignobles perpétrés le 22 mars à Bruxelles. On ne peut qu'être du côté des blessés et de ceux qui ont perdu un proche.

Ceux qui ont perpétré ces attaques revendiquées par Daech, sont des ennemis de tous les travailleurs. Leur violence, ici comme en Syrie et en Irak, cherche à imposer leurs lois rétrogrades par la terreur, à soumettre des populations entières, à réduire les femmes en esclavage, à liquider tous ceux qui ne pensent pas comme eux.

Mais on ne peut être qu'écœurés aussi par l'hypocrisie de tous ces gouvernements, belge, français, et autres, qui n'ont que les mots unité et solidarité à la bouche.

Ils prétendent être solidaires avec les victimes du terrorisme, mais ils dressent des murs et des barbelés devant les hommes et les femmes qui fuient des régions comme l'Irak, la Syrie, la Lybie, où Daech et des groupes semblables exercent leur terreur au quotidien !

Ils prétendent être solidaires avec les blessés hospitalisés, mais ils imposent toujours plus d'économies au système de santé et réduisent les possibilités de soins des malades !

Ils parlent d'unité, mais ils condamnent des centaines de milliers de jeunes au chômage et à l'exclusion !

C'est le capitalisme et les gouvernements qui le défendent, qui sont responsables de la barbarie dans le monde : la misère pour une grande partie de l'humanité, des dictatures féroces soutenues par nos gouvernements et nos armées, des guerres, des bombardements, qui tuent forcément des populations civiles. Des guerres qui ne servent qu'à défendre les profits d'une minorité de très riches. Ce sont des éclaboussures de cette barbarie qui viennent de nous atteindre ici.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center à New York, la « lutte contre le terrorisme » est devenue le prétexte de toutes les guerres menées par les puissances occidentales : Afghanistan depuis 2001, Irak depuis 2003, Mali en 2013, Irak et Syrie actuellement. La Belgique, si elle ne compte pas parmi les plus grandes puissances, y a largement participé.

Mais en détruisant ces pays, en les transformant en champs de ruines où il faut une kalachnikov en main pour se faire entendre, nos dirigeants n'ont fait que renforcer le terrorisme. Là où il y avait deux ou trois foyers terroristes en 2001, il y en a des centaines aujourd'hui, capables même de recruter jusque dans la jeunesse des quartiers populaires des pays riches.

Les attentats qui viennent de se produire à Bruxelles serviront, comme tous les autres, de prétexte pour amplifier ces guerres. Car dans ce système où quelques grands groupes capitalistes imposent leur domination de façon violente et dictatoriale à l'humanité entière, les dirigeants des pays riches n'ont d'autre perspective que la guerre. Depuis des décennies, les puissances impérialistes ont transformé le Moyen Orient en champs de bataille de leurs pillages et de leurs rivalités, toujours prêts pour cela à s'appuyer sur les forces les plus réactionnaires et les plus sanguinaires, à les nourrir et à les armer.

Et ce sont ces dirigeants occidentaux-là qui posent en défenseurs de la démocratie et de la liberté !

Il est utopique de penser que l'Europe peut rester un îlot de démocratie et de liberté dans un océan de misère et de guerre. Comme le mouvement ouvrier le sait depuis longtemps : un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre !

Ce n'est ni la police, ni l'armée qui nous protégera de la barbarie. Au contraire. En France, l'État d'urgence, décrété au lendemain des attentats à Paris et toujours en vigueur, a servi à interdire des manifestations, notamment celle organisée en solidarité avec les réfugiés fuyant la guerre et la terreur ! Il a contribué à créer un climat où le gouvernement a pu faire arrêter au petit matin des travailleurs qui défendaient leur emploi chez Air France, comme s'il s'agissait de terroristes, et à condamner à la prison ferme des militants syndicaux de Goodyear !

Ils nous parlent d'unité aujourd'hui, mais ils continuent leur guerre sociale contre les travailleurs. Et l'armée, la police, le durcissement des lois leur serviront dans cette guerre contre tous ceux qui n'accepteront plus de payer les pots cassés de leur politique.

Alors non à l'unité avec la classe capitaliste et ses gouvernements, oui à l'unité des travailleurs d'où qu'ils viennent, autour de leurs intérêts communs d'exploités !

Rive Gauche à Charleroi : derrière les négriers, les donneurs d'ordre…

Sur le chantier du projet de centre commercial Rive Gauche à Charleroi, 8 ouvriers égyptiens ont dû réclamer le payement de leurs salaires en se faisant entendre du haut d'une grue.

A la suite de leur action, la situation de ces travailleurs est devenue mieux connue : non payement des salaires durant plusieurs mois, logement misérable, pas de vêtements de travail ni d'équipement de sécurité…

Leur sort est en fait largement partagé par de nombreux autres travailleurs issus de divers pays et employés par la société de sous-traitance italienne, le groupe Edile. Un des responsables de cette société a d'ailleurs été inculpé pour traite d'êtres humains.

Mais derrière cette entreprise sous-traitante, il y a de grands groupes de la construction, comme le groupe belge Valens, lui-même propriété du géant français du BTP, Eiffage. Eiffage a gagné 1,347 milliard € de bénéfice en 2015 malgré une baisse de son chiffre d'affaire… mais grâce à une hausse de l'exploitation des ouvriers sur ses chantiers.

Devant ce scandale, le bourgmestre de Charleroi et ministre-président de la Wallonie, Paul Magnette, a déclaré qu'il s'agissait d'une affaire privée qui ne concernait pas la Ville. Cela montre d'abord qu'il n'a de socialiste que le nom, en se désintéressant du sort des travailleurs.

Et puis les dirigeants PS de la Ville de Charleroi sont bel et bien intéressés à l'affaire. Le maître d'ouvrage de ce projet commercial et immobilier est la société anonyme Saint-Lambert Promotion, une entreprise créée en 2006 avec comme patron Raphaël Pollet. Ancien responsable du PS au Brabant, Raphaël Pollet s'est fait connaître pour son plantureux salaire et l'inévitable voiture grand-luxe avec chauffeur, en tant que dirigeant de la société de logement social montoise, la Sorelobo. Le revoici à la tête de la société donneuse d'ordre sur le chantier de Rive Gauche… où se pratique la traite des êtres humains.

L'entreprise Saint-Lambert Promotion n'est qu'une structure privée créée sous le couvert de la Ville de Charleroi pour obtenir les permis d'urbanisme et entamer le chantier afin de le revendre ensuite à de grands groupes de l'immobilier. Finalement, parmi les bénéficiaires de l'exploitation des travailleurs égyptiens, et de tant d'autres de leurs collègues, il y a les actionnaires du groupe Eiffage, mais aussi des responsables de la Ville de Charleroi.



Besix : esclavagiste pour le Qatar 2022

Une entreprise filiale de la plus grande entreprise de construction belge, Besix, a été épinglée par Amnesty International qui y dénonce les conditions d'exploitation: travailleurs parqués par milliers dans des baraquements en plein désert, passeports confisqués, salaires insuffisants pour couvrir les besoins minimaux, violences… des conditions proches du travail forcé.

Besix prétend ne pas être "le pire élève de la classe“.

Au Qatar, le code du travail ne s'applique pas aux 1,5 millions de travailleurs immigrés issus souvent des pays pauvres d'Asie. Cela a bien profité à Besix qui a distribué 50 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires en 2014.

Non au chantage

Les travailleurs des ateliers protégés du Hainaut qui réclamaient une augmentation de salaire se sont vu proposer 3€ de plus par mois contre une augmentation de la flexibilité. Au menu: des semaines de 45 heures, les journées de récupération placées selon le bon vouloir du patron… C'est d'autant plus révoltant que les donneurs d'ordre des "ateliers protégés“ sont souvent des grandes entreprises aux coffres forts bien remplis de profit.

Jeudi, 30 mars, ces travailleurs sont partis en manifestation devant les différentes entreprises qui les emploient pour dire leur colère face à ce chantage.

Ils ont raison car les patrons ne comprennent que ce langage.

Ne pas jeter sur la voie publique, svp.